

Table ronde sur les politiques et programmes publics sur l'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes au Sénégal.

RAPPORT



Novembre 2025



TABLE DES MATIÈRES

I. DÉROULEMENT DE L'ACTIVITÉ.....	4
1. Cérémonie d'ouverture	4
2. Présentations introductives des experts	6
3. Débats et échanges avec les participants :	9
4. Clôture de la table ronde	12
II. ANALYSE TRANSVERSALE	13
1. Un problème structurel et multidimensionnel de l'emploi des jeunes	13
2. Une insuffisance de coordination et de cohérence institutionnelle.....	13
3. Une exigence accrue de qualité, de pertinence et d'impact dans la formation professionnelle.....	14
4. La nécessité d'un nouveau cadre macroéconomique et monétaire.....	14
5. Un écosystème entrepreneurial dynamique mais encore fragile.....	14
6. L'enjeu de l'inclusion et des catégories spécifiques de jeunes.....	15
7. Une demande forte de transparence, d'évaluation et de redevabilité.....	15
III. RECOMMANDATIONS	15
1. Pour le Gouvernement et les institutions publiques.....	16
2. Pour les structures de formation : 3FPT, ONFP, établissements publics et privés	17
3. Pour les structures d'accompagnement entrepreneurial : DER/FJ, incubateurs, PTF.....	17
4. Pour le secteur privé et les entreprises	18
5. Pour les organisations de la société civile (OSC).....	18
6. Pour les jeunes eux-mêmes.....	19
IV. CONCLUSION GÉNÉRALE	20
V. ANNEXES.....	21

INTRODUCTION

L'emploi des jeunes constitue aujourd'hui l'un des défis majeurs du développement économique et social du Sénégal. Avec une jeunesse représentant plus de 60 % de la population nationale, l'accès à un emploi décent pour tous demeure une préoccupation centrale pour les pouvoirs publics, les acteurs économiques et la société civile. Malgré la multiplication de dispositifs d'appui, de programmes de formation et de mécanismes de financement, le chômage, le sous-emploi et l'inadéquation entre compétences et besoins du marché du travail persistent, révélant des limites structurelles dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques destinées aux jeunes.

C'est dans ce contexte que LEGS-Africa, en partenariat avec le Bureau de Suivi et d'Évaluation des Politiques et Programmes Publics et la Plateforme des Acteurs Non Étatiques (PANÉ), dans le cadre de la plateforme DISSO (Dialogue Etat-Société civile), a organisé, le Jeudi 20 novembre 2025, une table ronde consacrée à l'évaluation des politiques et programmes publics en matière d'emploi et d'insertion professionnelle des jeunes. L'initiative s'inscrit dans une dynamique de dialogue inclusif entre les pouvoirs publics, la société civile, les universitaires, les acteurs du secteur privé et les jeunes eux-mêmes, avec l'objectif d'élaborer de politiques publiques pertinentes, de renforcer l'efficacité des dispositifs existants et de formuler des recommandations concrètes fondées sur les réalités du terrain.

Cette rencontre a rassemblé un large éventail de parties prenantes impliquées dans la formation professionnelle, l'accompagnement entrepreneurial, le financement de projets, la création d'emplois et le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

I. DÉROULEMENT DE L'ACTIVITÉ

1. Cérémonie d'ouverture

La table ronde a été ouverte par M. Elimane Haby KANE, Président Exécutif de LEGS-Africa, qui a adressé un mot de bienvenue à l'ensemble des participants et remercié les autorités, les institutions partenaires, les jeunes entrepreneurs et porteurs de projets ainsi que les organisations de la société civile présentes. Dans son propos liminaire, il est revenu sur le contexte général ayant motivé l'organisation de cette rencontre, en rappelant le partenariat stratégique avec le Bureau de Suivi et d'Évaluation des Politiques Publiques. Il a souligné les enjeux cruciaux liés au suivi et à l'évaluation des politiques publiques dédiées à l'emploi des jeunes, dans un pays où la population est majoritairement jeune et où la question du plein emploi demeure persistante depuis plusieurs décennies.

M. KANE a mis en exergue la nécessité de créer un espace de dialogue inclusif, permettant à l'ensemble des acteurs — institutions publiques, experts, OSC, secteur privé et jeunes — de confronter leurs perspectives, de challenger



les approches officielles et de contribuer à une réflexion collective fondée sur l'évidence. Selon lui, renforcer le pouvoir citoyen dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques constitue un levier essentiel pour améliorer leur efficacité.

Il a rappelé que la problématique de l'emploi des jeunes ne date pas d'hier : dès 1980, le premier discours du Président Abdou Diouf y faisait déjà référence, signe d'une continuité préoccupante. Il a invité les participants à une introspection lucide : « Qu'avons-nous fait ? Qu'est-ce qui a fonctionné ? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné, et pourquoi ? ». Laquelle introspection devrait nécessairement aboutir à une disruption dans la façon d'aborder la question de l'emploi des jeunes. Fort de son expérience de consultant chercheur et formateur à l'IDEP sur les politiques publiques de l'emploi, il a insisté sur l'importance de renforcer la qualité de l'offre et de la demande de travail, en développant des compétences et en dénichant de nouvelles opportunités offertes aux jeunes. Il a rappelé que plus de 450 milliards FCFA ont été investis sur une période courte de trois années (2021-2024) pour la création d'emplois, appelant à interroger l'impact réel de ces financements.

Évoquant l'urgence d'une nouvelle approche, il a souligné que le plein emploi demeure possible à condition de mettre en place des réformes structurelles et de mieux écouter les jeunes. Il a également annoncé la prochaine table ronde du cycle, prévue en décembre et consacrée à la question lancinante du logement. Pour conclure, il a réaffirmé la volonté des partenaires de bâtir un cadre participatif et inclusif de suivi et d'évaluation des politiques publiques.

À sa suite, Monsieur Moussa Mbaye, représentant le Directeur Exécutif de la Plateforme des Acteurs non Étatiques, a pris la parole pour introduire également l'Observatoire Citoyen des Politiques Publiques. Il a remercié les organisateurs, en particulier M. KANE, ainsi que les autorités présentes. Il a salué l'ouverture et l'engagement du Pr Mounirou Ndiaye, Coordonnateur du Bureau d'Évaluation des Politiques et Programmes Publics. Il a rappelé les limites du système actuel, notamment le « système de quotas » qu'il qualifie de très négatif et le manque de données fiables permettant d'évaluer l'impact réel des investissements publics. Il a également souligné l'importance de mutualiser les efforts entre OSC, institutions et programmes publics afin de combler le gap informationnel, illustrant son propos par l'exemple de jeunes formés mais non suivis dans leur insertion, ou encore l'expérience vécue dans la région de Kédougou.

En réponse, M. KANE a remercié le représentant pour son intervention et a insisté sur l'urgence d'avancer rapidement sur la question de l'emploi des jeunes. Il a cité, pour illustration, le cas récent de la marque Diodio Glow Skin, dont l'annonce d'un recrutement a attiré une foule impressionnante de jeunes dans ses locaux dès le lendemain, révélant l'ampleur de la demande non satisfaite. Il a également mentionné la volonté politique insistante du Président de la république qui a rappelé ses directives lors du Conseil des ministres tenue la veille, le 19 Novembre 2025, pour la finalisation d'une politique nationale de l'emploi avant la fin de année et surtout de consacrer année 2026 à l'emploi des jeunes et la promotion de économie sociale solidaire.

La cérémonie d'ouverture a été clôturée par l'intervention du Pr Mounirou NDIAYE, Coordonnateur du Bureau d'Évaluation des Politiques et Programmes Publics. Après avoir salué les autorités et remercié les organisateurs pour cette initiative, il a rappelé les enjeux historiques de la question de l'emploi, marquée notamment par les suppressions d'emplois lors des politiques d'ajustement structurel sous le régime d'Abdou Diouf, sans qu'aucune évaluation systématique n'ait été réalisée. Selon lui, le Sénégal est aujourd'hui à un tournant nécessitant un nouveau souffle, une meilleure coordination et une rationalisation des nombreux dispositifs publics existants.

Il a pointé la multiplicité des agences intervenant dans la politique de l'emploi — ANPEJ, DER/FJ, 3FPT, programme Xëyyu Ndaw Ñi, etc. — sans résultats probants ni mécanismes d'évaluation rigoureux. Il a évoqué notamment l'objectif non atteint du programme Xëyyu Ndaw Ñi qui n'a finalement pas permis la création de plus

de 67 000 emplois malgré un financement conséquent. Pour lui, la nouvelle priorité doit être la création réelle d'emplois plutôt que le gonflement statistique, ainsi que la mise en place d'une politique nationale de l'emploi mieux structurée, plus cohérente et plus efficace.



À l'issue de son intervention, le Pr NDIAYE a déclaré la cérémonie officiellement ouverte.

2. Présentations introductives des experts

2.1. Introduction du panel par Mme Ngoné NDOYE

La session des présentations introductives a été ouverte par Mme Ngoné NDOYE, ancienne ministre, qui assurait la modération de la table ronde. Dans son propos introductif, elle a salué les autorités présentes, les experts, les représentants institutionnels, les organisations de la société civile et l'ensemble des participants.

Revenant sur la dynamique démographique du Sénégal, elle a rappelé que le pays dispose d'une population largement jeune, mais confrontée à un défi persistant d'accès à l'emploi, avec près d'un jeune sur trois sans emploi et un taux de participation économique des jeunes avoisinant 48 %. Malgré la multiplicité des initiatives et programmes destinés à répondre à ce fléau, les résultats restent insuffisants face à l'ampleur de la demande.

Elle a souligné l'importance de comprendre les leviers d'amélioration, d'identifier clairement les défis — notamment les insuffisances du système de formation — et d'articuler davantage les politiques publiques entre elles. Mme NDOYE a appelé à un dialogue lucide, constructif et pragmatique, fondé sur le partage d'expériences et l'analyse rigoureuse, afin de contribuer à l'élaboration d'une nouvelle politique de l'emploi mieux adaptée aux réalités du pays. C'est sur ces mots qu'elle a introduit le premier expert.

2.2. Présentation du Dr Ndongo Samba SYLLA

Le premier exposé a été présenté par Dr Ndongo Samba SYLLA, économiste du développement, sénégalais

et spécialiste des questions monétaires. Son intervention a proposé une lecture structurelle du chômage et du sous-emploi en Afrique en général, et au Sénégal en particulier, en adoptant une perspective macroéconomique critique.

Selon lui, si le continent n'est toujours pas parvenu à relever le défi de l'emploi, c'est principalement parce que les politiques adoptées reposent sur une logique microéconomique, alors que la création d'emplois relève avant tout de dynamiques macroéconomiques. Il a rappelé qu'une économie capitaliste laissée à elle-même ne peut, en aucun cas, garantir le plein emploi : ni les États-Unis, ni l'Angleterre, ni aucune autre économie développée n'ont réussi à créer un système assurant durablement l'emploi décent pour tous. Ce constat s'applique également à l'Afrique, où les phases de croissance économique — parfois importantes — ne se sont jamais traduites par une hausse significative de l'emploi, comme en témoigne l'exemple chinois où, malgré un PIB multiplié par 70 entre 1970 et 2020, l'essentiel de la main-d'œuvre demeure informelle et rurale.



Poursuivant son argumentation, Dr SYLLA est revenu sur le concept d'« employabilité », trop souvent mobilisé pour expliquer les difficultés d'insertion des jeunes, mais qu'il juge insuffisant pour comprendre les véritables causes du chômage. Il a insisté sur la nécessité de ne pas réduire la question de l'emploi à la formation, rappelant que les États ne peuvent être assimilés à des ménages et que les phénomènes économiques sont largement déterminés par l'incertitude et la dynamique monétaire. Pour lui, deux facteurs permettent réellement d'augmenter l'emploi : le déficit public et la création nette de crédit. En ce sens, il estime indispensable de penser les politiques d'emploi en termes monétaires, dans un contexte où le système monétaire international et les politiques néolibérales continuent de limiter les marges de manœuvre des pays africains.

Il a également évoqué la relation entre inflation et chômage, soulignant que la création d'emplois à grande échelle nécessite une banque centrale capable d'appuyer les politiques publiques. Selon lui, le financement n'est jamais une contrainte pour un État qui souhaite jouer pleinement son rôle régulateur et soutenir la demande intérieure. À partir de cette analyse, Dr SYLLA a proposé l'introduction au Sénégal d'un mécanisme de garantie d'emploi, permettant à l'État de financer directement des emplois au niveau des collectivités territoriales, en fonction des besoins locaux. Ce dispositif, selon lui, permettrait non seulement d'injecter du pouvoir d'achat dans l'économie, mais aussi de soutenir la création d'entreprises nationales et d'orienter les populations vers des secteurs stratégiques, notamment l'économie alimentaire. Il a plaidé pour une approche graduelle et expérimentale, mêlant politique industrielle ambitieuse, protection de la paysannerie, amélioration des conditions de travail et rupture avec les schémas hérités de l'époque coloniale.

Pour conclure, Dr SYLLA a encouragé les acteurs publics à se départir des « mythes de l'emploi » et à repenser la place de l'État comme acteur central de la régulation économique et de la création de débouchés, seule voie, selon lui, pour espérer atteindre un jour le plein emploi au Sénégal.

Pr Mounirou NDIAYE est revenu sur les propos du Dr Ndongo Samba SYLLA en soulignant la gravité de la situation migratoire récente : entre 6 000 et 10 000 jeunes auraient dépensé près de 54 milliards de FCFA pour tenter de rejoindre le Nicaragua, révélant un désespoir profond et l'urgence d'apporter des solutions structu-

relles. Il a insisté, à son tour, sur la pertinence d'un mécanisme de garantie d'emploi.

2.3. Intervention du Dr Babo Amadou BA, Directeur Général du 3FPT



Dr Babo Amadou BA, Directeur Général du Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT), a pris la parole pour remercier les autorités présentes et les participants. Il a salué l'analyse macroéconomique développée par Dr Ndongo Samba SYLLA, indiquant qu'elle plantait utilement le décor pour aborder la question de l'emploi sous l'angle des politiques sectorielles et de la formation professionnelle.

Rappelant que les trois quarts de la population sénégalaise ont moins de 35 ans, et que le taux de chômage des jeunes s'élevait à 23,02 % en 2023 selon l'ANSD, il a souligné l'urgence de consolider l'efficacité des dispositifs existants. Pour lui, la question centrale est de savoir comment faire en sorte que les nombreux programmes de formation mis en place aient un impact réel sur l'employabilité et l'insertion des jeunes.

Dr BA est revenu sur le programme Xëyyu Ndaw Ñi, qui avait annoncé un investissement de 450 milliards de FCFA pour la création de 65 000 emplois, en précisant que le 3FPT n'a reçu « pas un franc » de ce financement. Il a dénoncé la circulation de chiffres erronés dans les rapports

officiels, appelant à une politique de l'emploi fondée sur des données fiables, vérifiables et cohérentes.

Pour lui, toute politique publique de l'emploi doit reposer sur trois fondements essentiels : l'efficacité, la pertinence et la durabilité. La pertinence implique notamment que les politiques soient construites à partir des besoins réels des entreprises. Il a insisté sur la nécessité de cartographier la territorialisation des opportunités et des dispositifs d'emploi, car les réalités économiques varient fortement d'un territoire à un autre.

Le Directeur Général a ensuite présenté les avancées réalisées par le 3FPT sous son magistère. Il a mis l'accent sur l'importance d'adapter le curricula de formation aux besoins réels du marché du travail, soulignant que la formation doit s'inscrire dans une approche rigoureuse fondée sur la méthode OpenDown, la gestion axée sur les résultats, et l'utilisation d'indicateurs clairs permettant de mesurer l'impact. Selon lui, un bon dispositif doit pouvoir répondre à des questions simples : combien d'entreprises réelles ont été créées par les jeunes formés ? combien de formés ont effectivement été insérés ?

Il a également identifié quatre compétences essentielles que tout jeune devrait acquérir pour être véritablement employable :

- les compétences techniques,
- les soft skills,
- les compétences numériques — rappelant à ce titre qu'Amazon prévoyait récemment de licencier près de 14 000 employés en raison des transformations technologiques,

et les compétences managériales.

Pour Dr BA, l'amélioration du système passe par des solutions à trois niveaux : renforcer les chaînes de valeur, mettre en place un système de management de qualité, et aligner la politique publique sur la vision portée par la Stratégie Nationale de Développement (SND). Il a rappelé que la nouvelle ambition nationale en matière de formation et d'insertion vise plus de 700 000 bénéficiaires, soulignant la nécessité d'une mise en œuvre cohérente, lisible et durable.

Il a cité l'article 5 de la loi d'orientation sur la formation professionnelle et technique, qui place le secteur privé au cœur du processus, justifiant la nécessité d'une approche par compétences, mieux arrimée aux besoins du marché. Il a insisté sur l'importance de l'implémentation, notamment à travers l'installation d'un Learning Management System pour digitaliser les formations, un chantier pour lequel le 3FPT a investi 60 millions de FCFA. Il a également plaidé pour un développement plus systématique de la formation duale, reposant sur une alternance comprenant 80 % du temps en entreprise et 20 % en établissement.

Selon lui, l'État doit jouer un rôle de catalyseur, garantissant l'orientation, la coordination et la cohérence globale des initiatives. Il a rappelé que lors du dernier Conseil des ministres, le Président de la République avait demandé un point d'étape précis sur l'élaboration de la nouvelle politique nationale de l'emploi, preuve de l'importance stratégique accordée à ce chantier.

À l'issue de cette intervention dense et engagée, la modératrice Mme Ngoné Ndoeye a salué la franchise du propos, qu'elle a qualifié de « discours engagé, animé par une réelle envie de bien faire ». Elle a rappelé que l'État doit jouer pleinement son rôle de régulateur et de coordinateur, tout en veillant à l'inclusion des acteurs les plus vulnérables, notamment les analphabètes et les travailleurs de l'informel, dont l'importance dans l'économie sénégalaise nécessite un accompagnement renforcé.

3. Débats et échanges avec les participants :

3.1. Interventions des participants :

La phase d'échanges a été ouverte par la responsable des Partenariats de la DER/FJ, qui a rappelé que la Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes, créée par décret en 2018, ne se limite pas au financement. Elle intervient également dans la promotion de l'entrepreneuriat, le renforcement de l'écosystème, la formation, la formalisation et l'accompagnement des jeunes porteurs de projets. Grâce à l'appui de l'État et des partenaires techniques et financiers, la DER/FJ est désormais présente dans 557 communes et 46 départements, à l'exception de la commune de Saraya en raison d'un manque d'infrastructures adaptées. Elle a mis en avant la digitalisation de ses procédures et a rappelé quelques réalisations majeures, telles que la formation des bijoutiers ou les 30 000 immatriculations obtenues récemment. Elle a également présenté le Plan stratégique 2025-2029 et le Projet des 3 000 fermes, avec une première phase prévue dès 2026 et l'objectif de générer 60 000 emplois directs à l'horizon 2029.

La représentante de l'ANPEJ a ensuite rappelé que l'agence, créée en 2014 à la suite de la dissolution de quatre structures, vise avant tout à rationaliser les moyens et à améliorer l'efficacité de l'action publique en matière d'emploi. Elle a rappelé les missions principales de l'agence : la mise en place d'un système d'information sur le marché du travail, la promotion de l'auto-emploi, la facilitation de l'accès aux financements, ainsi que l'installation d'incubateurs dans toutes les régions. Elle a également cité l'existence d'un programme agricole, basé sur des fermes modernes permettant aux jeunes de se professionnaliser dans les métiers de l'agro-business.



Dans le registre entrepreneurial, Mme Ndella Lobat FALL, jeune entrepreneure, a présenté une plateforme innovante de mise en relation entre structures de financement, entrepreneurs, artisans et professionnels locaux. Elle a insisté sur la richesse démographique du pays, sa stabilité et son potentiel de productivité, soulignant que ces atouts doivent être davantage mobilisés pour créer un environnement favorable à l'investissement et à l'initiative privée. D'autres jeunes, à l'instar de Ababacar Sadikh GUEYE avec leur projet JOM MOY FAYE et M. Toumani de la Plateforme Naat, ont également présenté leurs initiatives, témoignant de la vitalité du tissu entrepreneurial émergent.

Le représentant de la Direction de la Jeunesse a, pour sa part, présenté plusieurs programmes mis en œuvre par son département, notamment les Vacances Agricoles, le programme Xëyyu Ndaw Ñi, ainsi que le programme Youth Connekt Africa, initiative panafricaine visant à financer des projets portés par les jeunes. Il a conclu en rappelant le rôle du Programme de Développement de la Jeunesse, qui cherche à favoriser une synergie entre toutes les interventions en faveur de la jeunesse.

Au nom du ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire, Mme Aissatou BADJI a présenté les initiatives structurantes de son département, notamment le Fonds d'Appui à l'Économie Sociale et Solidaire, la mise en place de coopératives productives solidaires à travers le pays, avec un objectif de 1000 coopératives d'ici 2026, ainsi que les programmes de formation des jeunes aux métiers tels que le pavage, en partenariat avec les collectivités territoriales. Elle a annoncé la prochaine Quinzaine de l'ESS, prévue à Bignona.

Plusieurs autres participants ont ensuite pris la parole. M. Abdourahmane DIALLO a insisté sur la nécessité d'impliquer davantage les communautés locales dans la recherche de solutions, plaidant pour des réponses adaptées aux réalités socioculturelles. Mme Rajah Diouri SY, représentante de Special Olympics Senegal, une organisation dédiée aux jeunes ayant une déficience intellectuelle, a rappelé l'importance d'inclure ces jeunes dans les politiques d'emploi. Elle a salué les initiatives du 3FPT en matière d'inclusion et fait référence à la communication du Président de la République lors du dernier Conseil des ministres, qui a insisté sur l'attention à porter à ce public vulnérable.

M. Ibrahima BA, Vice-président de SENVAL, a remercié les organisateurs et souligné l'importance de mutualiser les données, de rationaliser les ressources publiques et de renforcer l'esprit entrepreneurial chez les jeunes. Mme Violette THIAM, du Conseil National de la Jeunesse, a questionné le 3FPT sur la possibilité de s'inspirer davantage du Programme Ecole-Entreprise et a insisté sur la nécessité d'élaborer une politique nationale de jeunesse cohérente et lisible. Enfin, M. Ibrahima NGOM, Président de Jeunesse Avenir du Sénégal, a rappelé que la question de l'emploi des jeunes est cruciale dans un système capitaliste dominé par la quête de profit, ce qui nécessite une intervention forte de l'État.

3.2. Compléments aux débats et échanges :

À la suite des interventions des participants, Dr Babo Amadou BA est revenu sur certains points soulevés, en apportant des éclaircissements sur les défis auxquels fait face le 3FPT. Il a rappelé que l'un des principaux enjeux réside dans la qualité de la formation, identifiant trois défis majeurs dans ce domaine. Ainsi, toutes les écoles souhaitant bénéficier des financements du 3FPT devront désormais être labellisées, afin de garantir des standards homogènes et conformes aux besoins du marché.

Il a également insisté sur l'importance de l'inclusion, rappelant que selon l'ANSD, seuls 337 000 Sénégalais disposent d'un bulletin de salaire, ce qui montre que la plupart des jeunes se trouvent dans l'auto-emploi ou dans l'informel. Le 3FPT accompagne cet écosystème à travers des partenariats avec diverses institutions, et grâce à la mise en place de Certificats Professionnels de Spécialisation (CPS) adaptés, parfois même disponibles en langues locales afin d'améliorer l'accessibilité.

Dr BA a ensuite évoqué la nécessité d'adopter une approche systémique, fondée sur la mutualisation des ressources. Il a proposé qu'un bilan rigoureux du Programme de Formation Ecole-Entreprise (PF2E) soit réalisé, rappelant qu'après six ans, celui-ci n'a formé que 5 018 personnes, ce qui rend indispensable une réorientation du modèle. Il est revenu sur le fait que le 3FPT n'a reçu aucun financement du programme Xëyyu Ndaw Ñi, ce qui explique certaines limitations dans la mise en œuvre.

Il a ouvertement reconnu l'existence de doublons et de chevauchements institutionnels, plaidant pour une rationalisation progressive du système. Toutefois, il a souligné que derrière chaque agence se trouvent des milliers d'emplois directs et indirects, et que toute réforme doit être conduite avec prudence et lucidité. Le salaire, selon lui, a une dimension économique, sociale et culturelle, et toute restructuration doit en tenir compte. Il a assuré que le gouvernement travaille déjà sur ce chantier, conformément aux orientations présidentielles.

Dr BA a par ailleurs mis en avant les avancées du guichet de financement individuel, notamment l'octroi de 6 000 bons de formation, et rappelé que le 3FPT est aujourd'hui représenté sur l'ensemble du territoire national.

Dans la continuité des discussions, M. Ibrahima SENE a souligné que le Sénégal a mis en œuvre de nombreuses politiques d'emploi depuis le régime d'Abdou Diouf, mais qu'aucune évaluation rigoureuse n'a jamais été réalisée pour mesurer leur efficacité et en tirer des enseignements.

M. Djibril a relevé, pour sa part, que la majorité des emplois jeunes proviennent rarement des initiatives publiques, mais davantage du tissu entrepreneurial. Il a plaidé pour que le débat mette davantage l'accent sur les emplois créés par les entreprises, et pour que des mécanismes soient mis en place afin de sécuriser l'emploi et d'accompagner la formalisation du secteur informel.

La modératrice, Mme Ngoné Ndoeye, est revenue un instant sur l'importance d'intégrer les secteurs traditionnels et stratégiques comme la pêche, surtout dans le contexte des découvertes pétro-gazières. Elle a rappelé la nécessité de former les pêcheurs, de promouvoir le travail décent et d'instaurer une protection sociale préven-

tive. Selon elle, le Sénégal possède le potentiel pour devenir un pays exportateur de main-d'œuvre qualifiée, à condition d'investir davantage dans les compétences.

Enfin, la représentante de la DER/FJ a apporté une précision sur le coût du crédit, indiquant que le taux appliqué est de 0 %, et rappelant que la structure est présente dans tous les départements du pays, renforçant ainsi son accessibilité.

4. Clôture de la table ronde

La clôture de la rencontre a été assurée par Pr Mounirou NDIAYE, Coordonnateur du Bureau d'Évaluation des Politiques et Programmes Publics. Dans son intervention finale, il a félicité les participants pour la qualité des échanges et a annoncé l'organisation d'un cycle de douze tables rondes, destinées à approfondir les enjeux prioritaires de la gouvernance publique au Sénégal. Il a estimé que ces espaces de dialogue sont indispensables pour combler le manque de démarche inclusive qui caractérise encore de nombreux processus décisionnels.

Pr NDIAYE a rappelé que l'évaluation des politiques publiques est un domaine à la fois exigeant et spécifique, qui ne peut être efficace qu'à travers l'implication de la société civile, des universitaires, du secteur privé et de l'ensemble des acteurs clés. Selon lui, l'ouverture, la transparence et la collaboration sont des conditions essentielles pour accompagner la construction d'un pays plus juste, plus performant et plus responsable.

Il a dénoncé certaines pratiques qui affaiblissent l'administration, notamment les anomalies qui affectent la gestion publique et plombent les finances de l'État. Il a réitéré la nécessité d'un changement radical, qu'il soit institutionnel, budgétaire ou monétaire. Sur le plan structurel, il a évoqué la question de la rationalisation des agences, rappelant que si la réhabilitation de la SONACOS a permis de créer des milliers d'emplois, la fusion ou la suppression d'agences publiques risquerait, à l'inverse, d'entraîner des pertes massives d'emplois. Il a insisté sur l'importance de concevoir toute réforme de manière progressive, argumentée et socialement responsable.

Dans cette perspective, il a plaidé pour la création d'une Banque Nationale d'Investissement, capable de soutenir l'économie nationale et de financer durablement l'emploi. Il a évoqué la nécessité de redéfinir les rôles des structures publiques : l'ANPEJ, l'ANIDA et le PRODAC pour le volet technique, le 3FPT et l'ONFP pour la formation, et la DER/FJ pour le financement, afin de constituer un écosystème cohérent au service de l'insertion professionnelle des jeunes.

Pr NDIAYE a également mis en garde contre les limites d'un modèle économique basé sur une culture d'importation excessive, estimant qu'un tel système réduit considérablement les capacités de création d'emplois locaux. Il a appelé à mener un « combat à armes égales » pour renforcer la production nationale, promouvoir la consommation locale et inscrire l'action publique dans une véritable démarche de souveraineté économique.

Il a salué les progrès enregistrés en matière de mobilisation des ressources internes, notamment l'augmentation des recettes fiscales entre juin 2024 et juin 2025, qu'il considère comme un signal encourageant. Il a insisté sur la nécessité d'adopter une approche holistique de la question de l'emploi, articulant politique monétaire,



politique industrielle, formation, financement, entrepreneuriat et organisation de l'État.

Sur ces mots, il a officiellement déclaré close la table ronde, en réaffirmant l'engagement du Bureau de Suivi et d'Évaluation des Politiques Publiques à poursuivre cette dynamique de dialogue, d'ouverture et d'exigence analytique au service de l'intérêt général.

II. ANALYSE TRANSVERSALE

L'analyse des présentations introductives, des contributions institutionnelles et des échanges pluriels ayant marqué la table ronde met en lumière plusieurs tendances majeures autour des politiques et programmes publics dédiés à l'emploi des jeunes au Sénégal. Ces enseignements permettent d'identifier les points de convergence, les divergences persistantes et les défis structurels qui conditionnent l'efficacité de l'action publique.

1. Un problème structurel et multidimensionnel de l'emploi des jeunes

L'ensemble des intervenants a convergé vers un constat central : la problématique de l'emploi des jeunes demeure un défi systémique, profondément ancré dans les dynamiques économiques, institutionnelles et sociales du pays. Malgré la multiplicité des initiatives — programmes, agences, dispositifs de formation, mécanismes de financement — les résultats restent en deçà des attentes, comme en témoignent :

- la persistance d'un taux de chômage élevé, particulièrement chez les jeunes ;
- l'ampleur du sous-emploi et de l'emploi informel ;
- les difficultés d'insertion durable après formation ;
- et la faiblesse globale de la création d'emplois formels (environ 339000 salariés hors administration publique, dans le pays).

La table ronde révèle que les solutions actuelles, souvent fragmentées, peinent à appréhender cette réalité dans sa globalité.

2. Une insuffisance de coordination et de cohérence institutionnelle

Un thème récurrent a été la multiplicité des structures publiques intervenant dans la politique d'emploi : ANPEJ, 3FPT, ONFP, DER/FJ, PRODAC, ANIDA, etc. Si chacune joue un rôle essentiel, leur coexistence génère :

- des redondances ;
- des doublons dans les missions ;
- une dispersion des ressources ;
- et une faiblesse dans l'évaluation croisée de leurs actions.

La nécessité d'une rationalisation maîtrisée, évoquée par plusieurs intervenants, s'impose pour améliorer l'efficacité globale du système. Toutefois, la réflexion doit tenir compte du poids social et économique des emplois déjà créés par ces agences, afin d'éviter des chocs sociaux majeurs.

3. Une exigence accrue de qualité, de pertinence et d'impact dans la formation professionnelle

Les échanges ont souligné que la formation professionnelle constitue un levier central de l'employabilité. Cependant, plusieurs limites structurelles persistent :

- inadéquation entre curricula et besoins réels des entreprises formelles ;
- absence d'une démarche systémique de cartographie territoriale ;
- manque de mécanismes solides de suivi post-formation ;
- faible mesure de l'impact réel des formations (création d'entreprises, insertion, revenus).

Les interventions du 3FPT mettent en perspective une dynamique nouvelle autour de :

- La formation duale (école-entreprise)
- la labellisation obligatoire des écoles de formation ;
- l'approche par compétences (APC) ;
- les Certificats Professionnels de Spécialisation (CPS), parfois en langues locales ;
- et la digitalisation progressive des parcours.

L'ensemble des acteurs s'accorde sur une priorité : renforcer la pertinence et l'efficacité des programmes pour garantir une insertion effective.

4. La nécessité d'un nouveau cadre macroéconomique et monétaire

L'intervention de Dr Ndongo Samba SYLLA a ouvert un angle analytique fort : selon lui, les limites de l'emploi en Afrique relèvent moins de la formation que de la structure même du système économique et monétaire. Il soutient que dans un système capitaliste, laissé à lui-même, le plein emploi est structurellement impossible, et que la création d'emplois doit être soutenue par :

- des politiques budgétaires actives ;
- des politiques monétaires adaptées ;
- et des mécanismes d'injection de demande (garantie d'emploi, investissements publics).

Cette perspective a reçu un écho favorable chez certains acteurs, dont Pr Mounirou Ndiaye, qui a insisté sur la cohérence macroéconomique des politiques publiques, notamment en matière de souveraineté économique et de lutte contre la dépendance aux importations.

5. Un écosystème entrepreneurial dynamique mais encore fragile

Les témoignages des jeunes entrepreneurs ont mis en lumière plusieurs points d'attention :

- l'absence de visibilité sur les opportunités économiques ;

- la demande croissante de solutions de financement accessibles ;
- la difficulté d'accès au marché formel ;
- le besoin de mentorat, de réseaux et de plateformes de mise en relation ;
- la nécessité d'appuyer les initiatives locales, notamment dans l'artisanat et l'agroalimentaire.

La DER/FJ, très présente dans les territoires, joue un rôle important, mais l'écosystème reste en construction et nécessite une structuration plus robuste.

6. L'enjeu de l'inclusion et des catégories spécifiques de jeunes

Les interventions ont également souligné la nécessité de mieux intégrer :

- les jeunes vivant avec un handicap intellectuel ;
- les jeunes non alphabétisés ;
- les jeunes ruraux et périurbains ;
- les pêcheurs et les travailleurs impactés par les mutations économiques (pétrole, gaz).

L'inclusion doit être pensée comme un principe transversal des politiques publiques de l'emploi, et non comme un volet annexe.

7. Une demande forte de transparence, d'évaluation et de redevabilité

De nombreux participants ont insisté sur l'importance d'une démarche rigoureuse d'évaluation, quasiment absente depuis des décennies malgré l'accumulation de programmes. Les attentes portent sur :

- des données fiables, harmonisées et partagées ;
- des mécanismes de suivi-évaluation basés sur des indicateurs clairs ;
- la mutualisation des informations entre institutions ;
- la lutte contre les chiffres approximatifs dans les rapports publics.

Cette demande traduit une volonté partagée de renforcer la redevabilité et de construire des politiques publiques réellement fondées sur l'évidence.

III. RECOMMANDATIONS

Les réflexions issues de la table ronde mettent en évidence la nécessité d'une refonte globale, cohérente et inclusive des politiques publiques consacrées à l'emploi et à l'insertion professionnelle des jeunes. Les recommandations ci-dessous sont organisées par catégories d'acteurs, afin d'orienter les actions prioritaires.

1. Pour le Gouvernement et les institutions publiques

1.1. *Elaborer une nouvelle politique nationale de l'emploi, cohérente et lisible*

- Construire un cadre stratégique unique, harmonisé et aligné avec les réalités macroéconomiques, territoriales et sociales.
- Identifier clairement les rôles, responsabilités et cibles de chaque structure publique.
- Assurer un pilotage centralisé, fondé sur la coordination interinstitutionnelle.

1.2. *Renforcer la logique de rationalisation des agences publiques*

- Mettre en place une réforme progressive et socialement responsable, afin d'éviter la destruction d'emplois liés aux fusions.
- Clarifier les mandats des structures (ANPEJ/ANIDA/PRODAC ; 3FPT/ONFP ; DER/FJ, etc.).
- Promouvoir un fonctionnement complémentaire plutôt que concurrentiel entre les institutions.

1.3. *Instaurer un dispositif national d'évaluation des politiques d'emploi*

- Mettre en place un cadre de suivi-évaluation avec indicateurs précis, transparents et partagés.
- Exiger des bilans réguliers des programmes (ex. : PF2E, programmes agricoles, initiatives sectorielles).

Corriger le problème récurrent de données approximatives ou contradictoires.

1.4. *Promouvoir une politique économique capable de créer des emplois durables*

- Explorer les mécanismes de garantie d'emploi, en collaboration avec les collectivités territoriales.
- Soutenir une politique industrielle ambitieuse dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (agroalimentaire, pêche, agriculture, transformation locale).
- Constituer un guichet unique, dynamique et suivi de la main d'oeuvre qualifiée.
- Mener des réformes monétaires et budgétaires alignées avec les objectifs de souveraineté économique.

1.5. *Lutter contre la dépendance aux importations et renforcer la production nationale*

- Encourager la consommation locale.
- Appuyer les chaînes de valeur à fort potentiel d'emploi (agriculture, énergies renouvelables, économie

alimentaire, BTP, artisanat).

- Mettre en place des incitations fiscales pour les entreprises créant des emplois locaux.

2. Pour les structures de formation : 3FPT, ONFP, établissements publics et privés

2.1. Renforcer la qualité et la pertinence des formations

- Accélérer la labellisation obligatoire des écoles et centres de formation financés.
- Mettre à jour les curricula selon les besoins réels des entreprises.
- Étendre les formations duales (80 % en entreprise, 20 % en établissement).

2.2. Développer une approche par compétences adaptée aux réalités locales

- Multiplier les Certificats Professionnels de Spécialisation (CPS), y compris en langues locales.
- Intégrer systématiquement les soft skills, les compétences numériques et managériales.
- Constituer un guichet unique des données sur les compétences et métiers locaux

2.3. Digitaliser et moderniser les dispositifs de formation

- Généraliser les Learning Management Systems (LMS).
- Accorder des bons de formation ciblés aux jeunes, particulièrement en zones rurales.

3. Pour les structures d'accompagnement entrepreneurial : DER/FJ, incubateurs, PTF

3.1. Renforcer l'accompagnement intégré des entrepreneurs

- Développer des programmes combinant formation, financement, suivi, formalisation et mise en marché.
- Étendre les dispositifs d'accompagnement dans les 557 communes, en priorité dans les zones sous-dotées.

3.2. Garantir l'accès équitable au financement

- Maintenir et vulgariser les crédits à taux 0 %.

- Adapter les produits financiers aux besoins des jeunes du secteur informel.

3.3. Accélérer les projets structurants

- Poursuivre la mise en œuvre des 3 000 fermes par la DER/FJ, en veillant à leur viabilité économique.
- Renforcer les partenariats avec les collectivités locales et les organisations professionnelles.

4. Pour le secteur privé et les entreprises

4.1. Participer à la construction d'une politique de l'emploi basée sur les besoins réels

- Transmettre régulièrement les données sur les besoins en compétences et en ressources humaines.
- Contribuer à la formulation et à l'évaluation des curricula.

4.2. Accueillir davantage de jeunes en formation duale

- Instaurer des quotas d'apprenants en entreprise.
- Développer les stages, les apprentissages formels et les programmes de pré-insertion.

4.3. Encourager la formalisation progressive

Proposer des incitations administratives et fiscales pour la transition de l'informel vers le formel.

5. Pour les organisations de la société civile (OSC)

5.1. Participer au suivi citoyen des politiques publiques

- Documenter, analyser et diffuser les informations sur l'impact réel des programmes.
- Favoriser des mécanismes de consultation régulière entre OSC et institutions publiques.

5.2. Appuyer l'inclusion des publics vulnérables

- Développer des programmes pour les jeunes vivant avec un handicap intellectuel ou non alphabétisés.
- Veiller à ce qu'aucune catégorie de jeunes ne soit laissée en marge des dispositifs.

5.3. Renforcer la sensibilisation sur les opportunités locales et la consommation locale

6. Pour les jeunes eux-mêmes

6.1. Développer les compétences clés requises par le marché du travail

- Compétences techniques, numériques, managériales et soft skills.
- Adaptation à l'évolution rapide des métiers.

6.2. Encourager la culture entrepreneuriale et l'auto-emploi

- Mobiliser les dispositifs DER/FJ, ANPEJ, incubateurs et programmes agricoles.
- Développer l'esprit d'innovation et les initiatives communautaires.

IV. CONCLUSION GÉNÉRALE

La table ronde sur les politiques et programmes publics de l'emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes a permis de mettre en lumière la complexité et l'importance stratégique de cette problématique au Sénégal. Les différentes interventions – celles des experts, des institutions, du secteur privé, des organisations de la société civile et des jeunes – ont montré que la question de l'emploi dépasse largement le seul cadre des dispositifs d'accompagnement ou de formation : elle touche à la structure même de l'économie, au fonctionnement de l'État, au cadre institutionnel, aux choix macroéconomiques, à la gouvernance publique et aux dynamiques sociales profondes.

Un consensus fort se dégage : l'emploi des jeunes est un enjeu systémique qui exige une approche globale, coordonnée et fondée sur l'évidence. Malgré les efforts considérables déployés au fil des décennies, la persistance du chômage et du sous-emploi montre que les solutions actuelles restent dispersées, parfois redondantes, et insuffisamment articulées entre elles. La nécessité d'un changement de paradigme a été largement évoquée, invitant à repenser les politiques d'emploi dans leur conception, leur financement, leur gouvernance et leur capacité d'impact réel.

Au-delà des constats, cette table ronde a montré la volonté collective des acteurs – publics, privés, associatifs et communautaires – de travailler ensemble, de confronter leurs analyses et de proposer des solutions réalistes et opérationnelles. Elle a également rappelé l'importance d'un dialogue inclusif, ancré dans la transparence et la participation citoyenne, pour renforcer l'efficacité de l'action publique.

Ainsi, les enseignements de cette table ronde constituent une base solide pour les travaux à venir et un appel à l'action collective, afin d'offrir à la jeunesse sénégalaise les perspectives d'avenir qu'elle mérite.

V. ANNEXES





NOTE CONCEPTUELLE TABLE RONDE

1. Contexte et justification :

La jeunesse constitue plus de 60 % de la population sénégalaise, représentant à la fois une opportunité majeure et un défi considérable pour le développement du pays. Chaque année, des milliers de jeunes arrivent sur le marché du travail, mais l'offre d'emplois décents reste largement insuffisante par rapport à la demande. Malgré la mise en place de nombreux dispositifs publics et programmes d'accompagnement – tels que des agences nationales dédiées, des fonds d'appui à l'entrepreneuriat et des projets de formation professionnelle – le chômage et le sous-emploi persistent, en particulier dans les zones rurales et périurbaines.

Les difficultés rencontrées relèvent de plusieurs facteurs : inadéquation entre les formations et les besoins du marché, faible dynamisme du secteur privé pour absorber la main-d'œuvre, fragmentation des initiatives publiques, insuffisance de mécanismes de suivi et d'évaluation, ainsi que manque d'information et d'accompagnement adaptés pour les jeunes en quête d'emploi. Par ailleurs, les attentes de cette frange de la population sont très fortes et l'absence de solutions durables alimente la frustration sociale, voire l'émigration clandestine.

Dans ce contexte, il est essentiel d'évaluer la pertinence et l'efficacité des politiques et programmes publics consacrés à l'emploi des jeunes et à leur insertion professionnelle. LEGS-Africa et le Bureau de suivi et d'évaluation des politiques et programmes publics, proposent, dans le cadre de la plate-forme DISSO (Gouvernement -Société civile), Les tables rondes sur les Politiques Publiques, d'organiser une table ronde consacrée à l'emploi des jeunes et à leur insertion professionnelle. Celle-ci offre l'occasion d'ouvrir un espace de dialogue inclusif réunissant décideurs publics, chercheurs, société civile, secteur privé et jeunes eux-mêmes. L'objectif est de confronter les analyses, partager les expériences et formuler des recommandations pratiques pour renforcer l'impact des politiques publiques en faveur de l'emploi et de l'insertion.

2. Objectifs :

Objectif général : Évaluer les politiques et programmes publics dédiés à l'emploi des jeunes et à l'insertion professionnelle, afin de formuler des recommandations concrètes et adaptées aux réalités du marché du travail sénégalais.

Objectifs spécifiques :

- Analyser les dispositifs publics existants en matière d'emploi et d'insertion professionnelle.
- Identifier les réussites, limites et insuffisances des programmes en cours.
- Examiner l'articulation entre la formation académique, la formation professionnelle et les besoins du marché du travail.
- Évaluer le rôle du secteur privé, des OSC et des initiatives citoyennes dans l'accompagnement des jeunes.
- Proposer des pistes de réforme et des solutions innovantes pour améliorer l'accès des jeunes à un emploi décent et durable.

3. Résultats attendus :

A l'issue de cette table ronde, les résultats suivants sont attendus :

- Une compréhension partagée des politiques et programmes d'emploi des jeunes au Sénégal.
- Une identification claire des contraintes qui freinent leur efficacité et leur impact.
- Des recommandations opérationnelles pour améliorer la pertinence des dispositifs publics.
- Une mobilisation renforcée des jeunes et de leurs organisations dans le suivi des politiques.

4. Axes de discussion :

- État des lieux des politiques et programmes publics pour l'emploi des jeunes.
- Les mécanismes de formation et leur adéquation avec le marché du travail.
- Le rôle du secteur privé et des partenariats public-privé dans l'insertion professionnelle.
- Les dispositifs de financement et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes.
- Les attentes, expériences et propositions des jeunes eux-mêmes.

5. Méthodologie et format :

La table ronde se tiendra le 20 novembre 2025 au Centre des Ressources de la Société civile à partir de 09h30. Elle sera organisée sous forme d'un panel interactif réunissant des experts, des institutions en charge de l'emploi et de l'insertion des jeunes, des entrepreneurs et des jeunes acteurs du changement. Elle se tiendra en présentiel, avec une retransmission en ligne pour assurer une participation élargie. Prévue sur une demi-journée, la rencontre comprendra des présentations introductives (15 à 20 minutes par intervenant), suivies d'échanges ouverts avec les participants. Une pause-café permettra de favoriser les interactions informelles, et la rencontre se conclura par un déjeuner de clôture et de réseautage.

6. Parties prenantes :

La réussite de la table ronde sur l'emploi des jeunes et les politiques d'insertion professionnelle repose sur la mobilisation d'un large éventail d'acteurs institutionnels, économiques, académiques et communautaires. Chacun d'eux, à travers son mandat, son expertise ou son expérience de terrain, apporte une contribution essentielle à la réflexion collective et à la formulation de recommandations pertinentes. Le tableau ci-dessous présente les principales catégories de parties prenantes ainsi que les institutions et acteurs spécifiquement ciblés.

Catégorie	Institutions / Acteurs ciblés
Institutions publiques	- Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, - Ministère de l'Education Nationale, - Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation - Ministère de la Jeunesse et des Sports, - Bureau d'évaluation des politiques et programmes publics - Bureau Opérationnel de Coordination et de Suivi des projets et Programmes (BOCS) - Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) 3FPT (Fonds de financement de la formation professionnelle et technique) - DER/FJ (Délégation générale à l'Entrepreneuriat rapide des Femmes et des Jeunes) - Collectivités territoriales (mairies, conseils départementaux) - Assemblée Nationale
Organisations de la société civile (OSC)	- Conseil national de la jeunesse du Sénégal (CNJS) - Consortium Jeunesse Senegal - Réseaux associatifs de jeunes et de femmes - ONG locales et internationales œuvrant pour l'insertion et l'employabilité - Organisations de défense des droits économiques et sociaux
Secteur privé et acteurs financiers	- Conseil national du patronat (CNP) - Confederation Nationale des Employeurs du Senegal (CNES) - Mouvement des Entreprises du Senegal (MEDS) - Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal (UNACOIS) - Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture - Entreprises nationales et multinationales (secteurs TIC, BTP, agro-industrie, services) - Incubateurs et structures d'accompagnement (CTIC Dakar, JokkoLabs, etc.) - Banques commerciales et institutions de microfinance
Universités et centres de formation	- Université Cheikh Anta Diop (UCAD) - Université Gaston Berger (UGB) - Université virtuelle du Sénégal (UVS) - Centres de formation professionnelle et technique (CFPT Sénégal-Japon, etc.) - Écoles privées de formation en management, ingénierie et TIC

Médias et communication	• Presse nationale (Le Soleil, Enquête, Sud Quotidien, etc.) • Radios communautaires • Télévisions nationales et privées (RTS, 2STV, etc.)
Jeunes et leaders communautaires	• Associations estudiantines, • Réseaux de jeunes entrepreneurs • Associations professionnelles de jeunes diplômés • Leaders communautaires et mouvements citoyens de jeunes

LES PARTENAIRES



**PLATEFORME
DES ACTEURS
NON ÉTATIQUES**





**“le suivi citoyen des politiques et programmes publics pour
une action publique démocratique et efficace au sénégal”**

**TABLE RONDE SUR LES POLITIQUES ET PROGRAMMES PUBLICS SUR L'EMPLOI ET
L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES AU SÉNÉGAL.**

Coordonnateur : Elimane H. KANE, *Directeur exécutif LEGS-Africa*

Rapporteur : Seydou DIOUF, *assistant LESG-Africa*

Conception : Georges A COLY, *chargé de communication LEGS-Africa*

